

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 18 avril 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EUROGRANULATS**

ZI du Malambas  
30 rue du Canal  
57280 Hauconcourt

Références : FORBACH\_EUROGRANULATS\_2023-04-18\_RAPVI\_HLK\_24636.odt  
Code AIOT : 0006208023

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement EUROGRANULATS implanté lieu-dit "Kanincheberg" 57600 Forbach. L'inspection a été annoncée le 25/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "2.3.1 Dépôts de déchets dans les industries extractives" pour l'année 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROGRANULATS
- lieu-dit "Kanincheberg" 57600 Forbach
- Code AIOT : 0006208023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EUROGRANULATS est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2008-DEDD/IC-94 du 16 avril 2008 à exploiter une carrière de sables gréseux sur la commune de Forbach au lieu-dit « Kaninchenberg ».

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des déchets d'extraction (action nationale 2022)
- Plan d'exploitation
- Accueil de déchets extérieurs

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle           | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-----------------------------|--|--|---|-----------------------|
| 5  | Plan de gestion des déchets | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | /  | Demande d'informations complémentaires  | 1 mois                |
| 8  | Plan d'exploitation         | Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 17     | /  | Demande d'informations complémentaires  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1  | Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification  | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I | /  | Sans objet        |
| 2  | Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5         | /  | Sans objet        |
| 3  | Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien          | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5         | /  | Sans objet        |
| 4  | Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation                      | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5         | /  | Sans objet        |
| 6  | Garanties financières  | Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 31.1         | /  | Sans objet        |
| 7  | Phasage  | Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 15           | /  | Sans objet        |
| 9  | Plan d'exploitation  | Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 18           | /  | Sans objet        |
| 10 | Acceptation de déchets inertes extérieurs                                  | Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 16.5         | /  | Sans objet        |
| 11 | Acceptation de déchets inertes extérieurs                                  | Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 16.6         | /  | Sans objet        |
| 12 | Remblaiement   | Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 16.8         | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection était en grande partie ciblée sur les déchets d'extraction. Le plan de gestion des déchets du site correspond aux mesures mises en oeuvre pour l'exploitation de la carrière. Cependant deux points sont non-conformes respectivement aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié (article 16 bis) et l'arrêté préfectoral du 16/04/2008 (article 17):

- les procédures de contrôle et de surveillance pour lesquelles il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le document sous un mois ;
- le plan d'exploitation du site ne comprend pas l'ensemble des éléments exigés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, l'exploitant devra s'assurer de sa complétude sous un mois.

L'inspection a permis de constater que les déchets extérieurs accueillis sur le site sont conformes et les procédures mises en place permettent de contrôler leur qualité et d'assurer leur traçabilité, via la tenue d'un registre informatisé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage :<br>- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.<br>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.<br>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).<br>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté. |
| <b>Constats :</b> Les déchets d'extraction correspondent à de la terre végétale non polluée (10 cm d'épaisseur) et à des déchets de sables et d'argiles (code 01 04 09) provenant des stériles de découverte (20 cm d'épaisseur) et du traitement des matériaux. Ces déchets font partie de l'annexe de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Cette annexe précise la liste des déchets inertes dispensés de caractérisation. Ainsi, les déchets d'extraction peuvent être considérés comme inertes.<br><br>Les déchets d'extraction sont stockés plus de 3 ans, avant d'être utilisés dans le cadre de la remise en état du site, qui consiste à remblayer l'excavation avec les déchets d'extraction et des matériaux inertes extérieurs. L'emplacement sur lequel ils sont stockés temporairement est considéré comme une zone de stockage de déchets d'extraction inertes au sens de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné. |
| <b>Constats :</b> L'inspection menée n'a pas permis de diagnostiquer un potentiel risque de perte d'intégrité de la zone de stockage des déchets d'extraction inertes. L'installation de gestion de déchets ne répond pas aux critères de classement en catégorie A, tels que définis dans l'arrêté ministériel du 19 avril 2010.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.   |
| <b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'instabilité ou d'éboulement des zones de stockage. Il n'a pas non plus été constaté d'envols de poussières ni d'impact sur l'environnement provenant de la zone de stockage des déchets d'extraction inertes. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.  |
| <b>Constats :</b> Un plan permettant de localiser les zones de stockage temporaire est présent dans le plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées des industries extractives, rédigé par l'exploitant, en date de mars 2022. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 5 : Plan de gestion des déchets**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li> <li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées des industries extractives, mis à jour en mars 2022.</p> <p>Ce dernier contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la caractérisation des déchets d'extraction : terres végétales, stériles de découverte (01 04 09) et déchets de sables et d'argiles issus du scalpage (01 04 09) ;</li> <li>• une estimation des quantités totales des déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation : 1500 t de terre végétale, 3000 t de stériles de découverte et 6500 t de déchets issus du scalpage ;</li> <li>• le lieu d'implantation : stockage temporaire avant utilisation pour la remise en état ;</li> <li>• la définition des étapes d'exploitation responsables de la production des déchets et leurs traitements éventuels : les étapes générant des déchets d'extraction sont le décapage et le traitement des matériaux, les déchets d'extraction sont passés dans la cribleuse pour vendre la fraction sableuse valorisable ;</li> <li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation des déchets : les déchets non valorisables sont utilisés pour le réaménagement du site, en remblayant l'excavation ;</li> <li>• les éléments de description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine : l'exploitant a identifié un impact potentiel de ces matériaux sur le paysage, l'eau, le sol, l'émission de poussières et le bruit ;</li> <li>• les procédures de contrôle et de surveillance, incluses dans le cadre de la surveillance environnementale du site (analyse des eaux souterraines) : aucune mesure de prévention, contrôle ou surveillance n'est prévue dans le document, alors que l'exploitant explique réaliser un contrôle visuel de la stabilité et vérifier l'envol de poussières ;</li> <li>• le plan de remise en état de la zone de stockage de déchets.</li> </ul> <p>Le plan de gestion de déchets contient l'essentiel des documents. Cependant du fait de l'absence de procédures de contrôle et de surveillance , il est non-conforme aux prescriptions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le document en intégrant les procédures, notamment celles des actions déjà menées sur le terrain sous un mois.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'informations complémentaires   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

## N° 6 : Garanties financières

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 31.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Acte de cautionnement solidaire  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour cette période est de : Phase d'exploitation III - Période 2018 – 2022 – Montant de la garantie en euros TTC 121 600   |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a transmis après la visite un acte de cautionnement signé par la Banque Populaire, qui couvre la période du 9 septembre 2022 au 8 septembre 2024. Le montant maximum de cautionnement est de 145 920 euros, soit un montant supérieur à celui prescrit à l'exploitant à l'article 31.1 de l'arrêté préfectoral du 16/04/2008. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 7 : Phasage

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 15  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Extraction   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitation est réalisée par tranches successives d'avancée vers le sud-ouest. Les 3 phases d'une durée de 5 ans sont : [...] les trois premières années de la phase 3 consisteront à poursuivre vers l'ouest jusqu'au sommet du versant ouest de la butte sur une superficie de 60 ares environs. Les deux dernières années de cette phase seront consacrées au remblaiement total des excavations. |
| <b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a annoncé un retard compris entre 1,5 et 2 ans dans le phasage d'exploitation. L'autorisation arrivant à terme en 2023, un porté à connaissance a été transmis par l'exploitant au préfet pour prolonger la durée d'exploitation. L'instruction est en cours.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 17   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contenu   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est établi, pour la carrière de sables, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000 ou 1/200e, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT. Sur ce plan sont reportés : les dates des levés, le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées, les bords de la fouille, les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales, les courbes de niveau (équidistantes, tous les 5 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points de levés, la position de tous les ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier, ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique, l'emplacement exact du bornage, la position des dispositifs de clôture, l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des stériles et des terres de découverte, les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières, l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée et celles remises en état, les voies d'accès et chemins menant à la carrière, les cours d'eau et fossés limitrophes à la carrière, des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. Un encadré indiquera distinctement en mètres carrés : la surface non encore exploitée, la surface exploitée ou en cours d'exploitation non encore remise en état, la surface remise en état.</p> <p><b>Constats :</b> Le dernier plan d'exploitation a été présenté à l'Inspection. Il a été réalisé par le bureau d'études et de topographie ADORIS, basé à Thionville. L'échelle et les coordonnées utilisées correspondent aux prescriptions de l'arrêté susvisé : échelle 1/1000e et coordonnées RGF 93. Il comporte une grande partie des éléments mentionnés à l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 16/04/2008.</p> <p>Mais il a été constaté que les éléments suivants n'étaient pas visibles sur le plan fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m ;</li> <li>- les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales (notamment autour des pylônes) ;</li> <li>- l'emplacement exact du bornage ;</li> <li>- la position des dispositifs de clôture ;</li> <li>- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières.</li> </ul> <p>Également, l'encadré qui doit indiquer la surface non encore exploitée, la surface exploitée ou en cours d'exploitation non encore remise en état et la surface remise en état ne figure pas sur le plan.</p> <p>Des coupes devaient également être réalisées d'après l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 16/04/2008. Elles n'ont pas été présentées à l'Inspection le jour de la visite.</p> <p>Il est demandé, par une lettre de suite préfectorale, à l'exploitant de veiller à ce que le plan soit conforme aux prescriptions susvisées sous un mois.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'informations complémentaires   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |



**N° 9 : Plan d'exploitation**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 18   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à jour   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 17, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent.   |
| <b>Constats :</b> Le plan présenté à l'inspection le jour de la visite date du 28 avril 2022 et a été réalisé par le bureau d'études et de topographie ADORIS. Sa mise à jour est donc conforme aux prescriptions de l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 16/04/2008 en datant de moins d'un an et en étant réalisée par un organisme compétent. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 10 : Acceptation de déchets inertes extérieurs**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 16.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle d'admission  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toute livraison de matériaux de remblaiement fait l'objet : d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable pour un lot de matériaux de composition identique, d'un contrôle visuel à l'arrivée sur le site et lors du déchargement, de la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. L'admission d'un chargement est conditionnée par l'existence d'une certification d'acceptation préalable en cours de validité et par la réalisation d'un examen visuel, avant tout déchargement et l'arrivée sur la zone de remblaiement et d'une vérification éventuelle de l'aspect physique (granulométrie, taux d'humidité, etc.) des matériaux. En cas de non-conformité avec les données figurant sur l'information préalable ou sur le certificat d'acceptation préalable ou avec les règles d'admission dans l'installations, le chargement doit être refusé. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un système de gestion informatisé de suivi des clients et des déchets, en utilisant des tablettes connectées au logiciel BluePad (outil développé en interne). Ainsi, seuls les clients enregistrés sur la tablette sont autorisés à déposer des déchets inertes extérieurs.<br>Une personne est nommément désignée pour contrôler visuellement le chargement (le responsable du site) et renseigner les éléments dans la tablette. Cette dernière permet d'éditer un bon de livraison qui comprend les éléments suivants : date et heure, client, adresse du client, chantier de provenance, transporteur, immatriculation du transporteur, catégorie de déchets et tonnage, résultats du contrôle visuel lors du chargement et du contrôle des documents d'accompagnement des déchets.<br>Un bon de livraison a été vérifié par l'inspection par échantillonnage.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 11 : Acceptation de déchets inertes extérieurs

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 16.6  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Registre d'admission et de refus d'admission  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne pour chaque véhicule apportant des matériaux de remblaiement : le tonnage et la nature des matériaux, le lieu de provenance et l'identité du producteur, la date de la réception, l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule, la date et le numéro du certificat d'acceptation préalable (CAP) du lot en cours de validité, le numéro du bon de livraison, les résultats des contrôles d'admission. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des matériaux qu'il n'a pas admis en précisant les raisons du refus.</p> <p><b>Constats :</b> Le logiciel BluePad, développé par l'exploitant, permet d'éditer un registre sur une période donnée. Le registre comporte les informations suivantes pour chaque livraison : date, numéro du bon de livraison, client, chantier de provenance, transporteur, immatriculation du véhicule, nature du déchet (exemple par sondage : "terres et cailloux de terrassement (17 05 04)"), tonnage et zone de dépôt.<br/> En effet, le site est calibré par des mailles de 50 m x 50 m, identifiées, qui permettent de localiser les différents lots de déchets extérieurs apportés.<br/> À chaque ligne est rattaché un lien de téléchargement du bordereau de livraison correspondant, qui comporte les éléments vérifiés dans le point de contrôle précédent, conformément à l'article 16.5 de l'arrêté préfectoral du 16/04/2008.</p> <p>Les refus de matériaux peuvent également être notifiés dans le logiciel BluePad et sont intégrés dans le registre d'admission.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 12 : Remblaiement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 16.8   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Mise en remblai  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> La mise en remblai est l'occasion d'un troisième contrôle visuel et olfactif. Les matériaux stockés sur la plate-forme sont poussés vers le front de remblai. Un tri supplémentaire pourra être réalisé sur l'installation de stockage afin de retirer des déchets qui s'avèreraient encore indésirables. À cet effet, l'exploitant prévoit une benne qui accueillera ce type de déchet et la fera évacuer vers une filière adaptée et conformément aux dispositions du titre déchets du présent arrêté.</p> <p><b>Constats :</b> Les matériaux entrants sur le site subissent 3 contrôles visuels et olfactifs : un de la benne à l'arrivée, un au vidage sur la zone de dépôt et un lors du régalage.<br/> Lors du poussage des matériaux dans le trou d'excavation, les déchets proscrits sont ramassés et jetés dans une benne.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |